N° C 21.211

PISU/DA/EP/BG

Rapporteur : M. Hervé P.

Assainissement – Tarifs 2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

La séance est ouverte à 18h33.

**Présents :** 001 AFFILE Gwendoline, 003 APPERE Nathalie, Annick, 006 BENTZ-FONTANEL Nathalie, 007 BESSERVE Laurence, 009 BINARD Valérie, 011 BOUCHER Nicolas (jusqu'à 19h40), 014 BOULOUX Mickaël, 016 BRIERO Lénaïc, 017 CAILLARD Michel, 018 CAREIL Benoît, 020 CASACUBERTA PALMADA Montserrat, 021 CHAPELLON Didier, 023 CHEVANCE Christophe, 024 CHOUAN André, 026 COMPAGNON Charles, 027 CRESSARD Antoine, 028 CROCQ André, 029 DAUCE Henri, 030 DAVID Claudine, 031 DEHAESE Olivier, 032 DEMOLDER Michel, 034 DEPOUEZ Hervé, 035 DESMOTS Xavier, 036 DUCAMIN Marie, 037 EON Pierre, 038 FAUCHEUX Valérie, 039 FOUILLERE Christophe, 040 GALIC Sylvie, 042 GAUTIER Nadine, 043 GOATER Jean-Marie, 045 GOMBERT Jean Emile, 046 GUERET Sébastien, 047 GUILLOTIN Daniel, 048 HAKNI-ROBIN Béatrice (jusqu'à 19h30), 049 HAMON Laurent, 050 HERVE Pascal, 051 HERVE Marc, 052 HOUSSIN René-François, 053 HUAUME Yann, 054 ID AHMED Zahra, 055 JEANVRAIN Mathieu, 056 JEHANNO Anaïs, 057 KERMARREC Alain, 059 LABBE Stéphane, 060 LAHAIS Tristan, 061 LE BIHAN Thierry, 062 LE BOUGEANT Didier (jusqu'à 20h35), 063 LE FLOCH Anne, 064 LE GALL Josette, 065 LE GENTIL Morvan, 069 LENORMAND Monique, 070 LOUAPRE Françoise, 072 MAHEO Aude, 075 MONNIER Jean-François, 076 MOREL Cyrille, 077 MORVAN Franck, 079 NOISETTE Nadège, 083 PETARD-VOISIN Chantal, 085 PINCHARD Jacques, 087 PRIGENT Alain, 089 PRONIER Valériane, 090 PUIL Honoré, 093 ROUAULT Jean-Claude, 094 ROUGIER Gaëlle (à partir de 20h12), 095 ROULLE Patrick, 096 ROUSSET Emmanuelle, 098 RUELLO Jacques, 099 SALMON Philippe, 100 SAVIGNAC Jean-Pierre, 101 SCHOUMACKER Eve, 102 SEMERIL Sébastien, 103 SICOT Philippe, 104 SIMON Luc, 105 STEPHAN Arnaud, 107 THEURIER Matthieu, 111 YVANOFF Daniel, 112 ZAMORD Priscilla.

**Ont donné procuration** : 002 ANDRO Rozenn à 060 LAHAIS Tristan, 004 ARMAND Régine à 098 RUELLO Jacques, 005 BECHET à 055 JEANVRAIN Mathieu, 008 BETTAL Khalil à 093 ROUAULT Jean-Claude, 011 BOUCHER Nicolas à 054 ID AHMED Zahra (à partir de 19h40), 012 BOUCHONNET Iris à 105 STEPHAN Arnaud, 013 BOUKHENOUFA Flavie à 051 HERVE Marc, 019 CAROFF-URFER Sandrine à 045 GOMBERT Jean Emile, 022 CHEVALIER Marion à 099 SALMON Philippe, 025 COCHAUD Yannick à 087 PRIGENT Alain, 033 DENIAUD Marion à 035 DESMOTS Xavier, 041 GANDON Carole à 027 CRESSARD Antoine, 044 GOBAILLE Françoise à 100 SAVIGNAC Jean-Pierre, 048 HAKNI-ROBIN Béatrice à 016 BRIERO Lénaïc (à partir de 19h30), 058 KOCH Lucile à 112 ZAMORD Priscilla, 066 LEBOEUF Valérie à 061 LE BIHAN Thierry, 067 LEFEUVRE Gaël à 072 MAHEO Aude, 068 LEGAGNEUR Jean-Marc à 102 SEMERIL Sébastien, 071 MADIOT Morgane à 065 LE GENTIL Morvan, 073 MARIE Anabel à 039 FOUILLERE Christophe, 074 MONNIER Daniel à 111 YVANOFF Daniel, 078 NADESAN Yannick à 032 DEMOLDER Michel, 080 PAPILLION Cécile à 065 LE GENTIL Morvan, 081 PARMENTIER Mélina à 034 DEPOUEZ Hervé, 082 PELLERIN Isabelle à 102 SEMERIL Sébastien, 084 PINAULT Pascal à 111 YVANOFF Daniel, 086 POLLET Matthieu à 077 MORVAN Franck, 088 PRIZE Laurent à 014 BOULOUX Mickaël, 091 QUEMENER Aurélie à 038 FAUCHEUX Valérie, 094 ROUGIER Gaëlle à 107 THEURIER Matthieu (jusqu'à 20h12), 097 ROUX Catherine à 031 DEHAESE Olivier, 106 THEBAULT Philippe à 028 CROCQ André, 108 TONON Selene à 039 FOUILLERE Christophe, 109 TRAVERS David à 016 BRIERO Lénaïc, 110 VINCENT Sandrine à 053 HUAUME Yann.

**Absents/Excusés :** 010 BONNIN Philippe, 015 BRETEAU Pierre, 092 REMOISSENET Laetitia.

M. LAHAIS est nommé secrétaire de séance.

Le Conseil constate que les dispositions législatives concernant la convocation en date du 10 décembre 2021 et la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération ont bien été remplies et le procès-verbal de la séance du 18 novembre 2021 est lu et adopté.

La séance est levée à 21h31.

*Vu la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes dite loi Brottes ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu la délibération n° C 15.502 du 17 décembre 2015 portant création des budgets annexes pour les régies d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif ;*

*Vu la délibération n° C 15.504 du 17 décembre 2015 sur la convergence du prix de l'eau et les tarifs 2016.*

EXPOSE

Depuis le 1er janvier 2015, Rennes Métropole est compétente en matière d'assainissement collectif et non collectif sur l'ensemble de son territoire.

Pour ce qui concerne le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), l'harmonisation des tarifs sur le territoire de Rennes Métropole est totale depuis le 1er janvier 2017, le service étant entièrement exploité en régie sur ce périmètre. Un seul tarif s'applique donc à tous les abonnés.

Pour ce qui concerne l'assainissement collectif, au 1er janvier 2022, et du fait du transfert de cette compétence, 29 grilles tarifaires différentes s'appliquent sur le territoire métropolitain. Conformément à la délibération n° C 15.504 du 17 décembre 2015, et conformément au processus débuté en 2016, l'objectif d'un prix unique de l'eau et de l'assainissement, à horizon 2023, pour les abonnés domestiques individualisés et non individualisés (immeuble), applicable sur l'ensemble des communes de Rennes Métropole, continue à se mettre en place. Cette harmonisation étant réalisée de manière progressive et linéaire, elle rend nécessaire la fixation de nouveaux tarifs en 2022, différenciés sur le territoire, prenant en compte les tarifs pratiqués antérieurement auxquels est appliquée une évolution calculée sur la base de la durée restante jusqu'à l'harmonisation totale au 1er janvier 2023.

En plus de l'harmonisation tarifaire, il est proposé d'appliquer aux tarifs 2022 de l'assainissement collectif une augmentation dont les principes sont présentés ci-dessous.

En cohérence avec les enjeux du territoire et les priorités définies par Rennes Métropole dans le cadre du PLUI et du PCAET, les 7 priorités du service public d'assainissement collectif sont :

* Accompagner la dynamique du territoire,
* Protéger la ressource en eau et le milieu naturel,
* Lutter et s’adapter face au changement climatique,
* Fiabiliser le fonctionnement des infrastructures,
* Développer la solidarité locale et internationale,
* Développer l’économie circulaire
* Soutenir la recherche et développement
* Préserver et développer la biodiversité

Pour **accompagner le dynamisme du territoire tout en préservant les milieux aquatiques**, le traitement des eaux usées supplémentaires produites nécessite la construction de nouvelles stations d'épuration, ou des stations d'épuration agrandies. Une étude de 2018 des bureaux d'études Bourgois et SCE a chiffré le besoin en investissements sur les stations d'épuration à hauteur de 90 millions d'euros HT d'ici à 2050.

En parallèle du besoin en investissement pour faire face à l'augmentation de la charge de la pollution à épurer, il convient également de considérer **le maintien en état du patrimoine** et tout particulièrement le réseau de collecte des eaux usées (1 800 km de réseaux). Le taux de renouvellement du réseau d'assainissement s'élève en moyenne sur les 5 dernières années à 0,25 %, ce qui équivaut à une durée de vie de 400 ans. Ce taux de renouvellement est très insuffisant, comme dans de nombreuses collectivités françaises, la durée de vie moyenne d'un réseau d'assainissement étant de 70 ans. Or, un réseau dégradé a pour conséquence l'apparition de fuites, causes de pollutions, et diminue la qualité du niveau de service. Il est ainsi proposé de mettre en œuvre un **taux de renouvellement moyen ambitieux de nos réseaux de 1,25 %/an, afin de ne pas reporter ce coût sur les générations futures.** Ce taux permettra d'atteindre une durée de vie moyenne du réseau de 80 ans.

Pour faire face à ces enjeux, il est nécessaire d'ajuster le niveau des recettes perçues par la régie d'assainissement et donc de procéder à une augmentation de la redevance d'assainissement. Depuis 2014, cette redevance n'a pas évolué et ce malgré la hausse des charges, qui, comme l'ont vérifié les simulations, ont eu un impact significatif sur la trajectoire financière. En termes financiers, l'enveloppe nécessaire pour atteindre ce niveau de renouvellement est d'un peu plus de 13 millions d'euros par an et s'accompagne également de recrutement de personnels.

Les scénarios étudiés pour atteindre cet objectif, pour lesquels l'hypothèse **d'une inflation à 1,5 % par an a été retenue, se traduisent par une augmentation des recettes du budget annexe d'assainissement de 3,8 % par an**. Cette hausse non négligeable a une incidence directe sur la facture d'eau et d'assainissement des usagers. Plusieurs scénarios ont donc été étudiés de manière à mesurer l'impact global par catégories d'usagers. La facture d'eau étant commune aux services d'eau potable et d'assainissement, ce travail a été mené conjointement avec la Collectivité Eau du Bassin Rennais, compétente en eau potable. Leurs besoins de financement ont été intégrés selon les mêmes logiques que pour l'assainissement.

Par la délibération du 17 décembre 2015, les élus métropolitains ont souhaité mettre en place l'harmonisation tarifaire, mais aussi une **tarification sociale et écologique**. Cette tarification, commune avec la collectivité eau du bassin rennais, repose sur 3 principes majeurs : catégorisation des abonnés, chèque eau et tarification progressive. La catégorisation se traduit par l'existence de 3 types d'abonnés : les Locaux à Usage d'Habitation – LUH - (avec un compteur public individualisé), les immeubles collectifs de logement – ICL - et les autres abonnés - AA. Ces deux dernières catégories paient un prix unique du m3. À la différence de la première catégorie (LUH) dont le tarif est constitué de tranches progressives en fonction de la consommation :

* 0 à 10 m3
* 11 à 100 m3
* 101 à 150 m3
* Supérieure à 150 m3

Cette tarification est **progressive et incitative** puisque plus la consommation augmente, plus le prix du m3 augmente. En compensation de cette progressivité, un dispositif appelé Crédit Eau Famille Nombreuse a été mis en place. C'est une aide de 30 € (15 € financés par le service de l'eau et 15€ financés par le service de l'assainissement) par an et par enfant à partir du 3e enfant pour les abonnés LUH.

Cette tarification a également un **caractère social** puisqu'elle comprend, pour les LUH, une première tranche de gratuité (0 à 10 m3), cette quantité d'eau étant considérée comme un besoin vital. L'abonnement est supprimé pour l'assainissement et limité sur l'eau potable.

Enfin, les bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire gratuite au 1er janvier de chaque année, reçoivent une aide appelée chèque eau qui se traduit par un virement bancaire de 30 € par an pour payer leurs charges d'eau et d'assainissement, financée également à parts égales par le service de l'eau et le service de l'assainissement.

Le travail mené sur les prospectives financières des services d'eau potable et d'assainissement et la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux conduisent à proposer de renforcer le principe d'une tarification sociale et écologique.

Tout d'abord, il est proposé **d'augmenter le chèque eau, en le portant de 30 € à 40 € par an et par bénéficiaire**, afin de limiter l'impact de cette hausse pour les ménages les plus modestes. Ensuite, la progressivité serait également renforcée par l'ajout d'une tranche supplémentaire de facturation. Compte tenu de la consommation moyenne des abonnés sur le territoire métropolitain, proche de 60 m3 par an, il est proposé **d'optimiser cette facture en ajoutant, pour les abonnés "local à usage d'habitation", une tranche à 60 m3. Une seconde tranche serait également ajoutée à 120 m3.** Elle permettrait d'accentuer le caractère incitatif de la facturation eau et assainissement en augmentant le taux pour les consommations les plus élevées.

Pour ce qui concerne **les immeubles collectifs** non individualisés qui représentent 4 % des abonnés métropolitains, il est proposé d'appliquer une hausse limitée. Enfin, **les "autres abonnés" se verraient appliquer une hausse moyenne**, l'effort devant être partagé et soutenable par toutes les catégories d'abonnés.

La tarification est globale pour l'eau et l'assainissement et elle ne peut donc être mise en œuvre qu'en tenant compte des contraintes existantes, tel que la configuration des logiciels de facturation ainsi que l'existence de contrat de délégation de service public en vigueur. Aussi, il est proposé de mettre en œuvre ces évolutions par étape. Dès 2022, le niveau des différentes tranches actuelles de la catégorie LUH serait revu à la hausse, accompagné par une revalorisation de la valeur du chèque eau. Les hausses seraient appliquées dès cette date aux tarifs des catégories "immeuble collectif de logement" et "autres abonnés". Dès 2023, afin de laisser le temps aux délégataires eau potable de configurer les logiciels de facturation, les tranches supplémentaires de la catégorie LUH à 60 m3 et 120 m3 seraient ajoutées sur les parts des collectivités. Les parts revenant aux délégataires ne seraient pas modifiées mais cela permettrait de réduire la hausse pour la facture 60 m3. Il faudra ensuite attendre la fin des contrats de délégation de service en assainissement, et l'ouverture d'un cycle de négociation en eau potable, pour étendre ces tranches à l'ensemble des parts, collectivité et délégataire. Ainsi, **cette évolution serait d'application totale en 2025.**

Une fois toutes les modifications mises en place et sur la base d'une évolution des charges conformes aux hypothèses, on obtient les impacts ci-dessous pour les différentes factures types :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Factures types** | **Cible 2021** | **Variation annuelle**  **Part assainissement** | **Variation annuelle**  **Total facture d'eau** |
| Logement 60 m3 (LUH) | 217,50 €TTC | 3,2%/an | 1,3%/an |
| Logement 120 m3 (LUH) | 445,05 €TTC | 4,1%/an | 1,6%/an |
| Logement 180 m3 (LUH) | 717,91 €TTC | 7,8%/an | 2,6%/an |
| Immeuble 1 000 m3 (ICL) | 3 691 €TTC | 2,4%/an | 1,6%/an |
| Autres abonnés 5000 m3 (AA) | 190 852 €TTC | 3,8%/an | 2,2%/an |

*Sur la base d'une inflation à 1.5%/an*

Compte tenu des principes énoncées ci-dessous et conformément à l'article L2224-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et en dépenses quel que soit leur mode de gestion, les tarifs 2022 seraient les suivants par grilles tarifaires :

1. En matière d'assainissement collectif

La part fixe est entendue comme annuelle.

Pour ce qui concerne la part variable, depuis le 1er janvier 2019, la structure tarifaire de toutes les communes comporte une catégorisation des usagers avec application du principe de la gratuité des 10 premiers m3 de consommation.

**Acigné** (net de taxe)

Part fixe : 4,44 €

Parts Variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,45 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,73 € / m³ |
| >150 m3 | 2,44 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,42 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,49 € / m³ |

**Bécherel et Miniac-sous-Bécherel** (hors taxe)

Part fixe : sans objet

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,18 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,62 € / m³ |
| >150 m3 | 0,95 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,42 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,84 € / m³ |

Part fixe annuelle industriel conventionné : 6 000 €

Part variable industriel conventionné : 1,21 € / m³

**Betton, Chevaigné, La Chapelle-des-Fougeretz, Montgermont, et Saint-Grégoire** (hors taxe)

Part fixe : sans objet

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,31 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,57 € / m³ |
| >150 m3 | 1,02 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,30 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,35 € / m³ |

**Bourgbarré, Chantepie, Corps-Nuds, St-Gilles,** (net de taxe)

Part fixe : 4,64 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,53 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,79 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,49 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,55 € / m³ |

**Brécé** (net de taxe)

Part fixe : 10,58 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,56 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,81€ / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,54 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,61 € / m³ |

**Bruz** (net de taxe)

Part fixe : 1,84 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,50 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,76 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,46 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,53 € / m³ |

**Cesson-Sévigné** (net de taxe)

Part fixe : 2,00 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,43 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,70 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,40 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,47 € / m³ |

**Chavagne** (net de taxe)

Part fixe : 3,00 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,50 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,78 € / m³ |
| >150 m3 | 2,37 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,51 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,58 € / m³ |

**Clayes** (net de taxe)

Part fixe : 6,46 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,46 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,74 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,43 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,50 € / m³ |

**Gévezé, Parthenay-de-Bretagne, Cintré, Romillé** (net de taxe)

Part fixe : 7,18 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,62 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,91 € / m³ |
| >150 m3 | 2,40 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,58 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,65 € / m³ |

**La Chapelle-Chaussée** (net de taxe)

Part fixe : 2,26 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,54 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,82 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,50 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,57 € / m³ |

**La Chapelle-Thouarault et L'Hermitage** (hors taxe)

Part fixe : sans objet,

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,48 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,73 € / m³ |
| >150 m3 | 1,17 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,42 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,51 € / m³ |

**Laillé** (net de taxe)

Part fixe : 5,64 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,45 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,75 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,42 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,49 € / m³ |

**Langan** (net de taxe)

Part fixe : 5,56 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,50 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,81 € / m³ |
| >150 m3 | 2,52 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,46 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,54 € / m³ |

**Le Rheu** (hors taxe)

Part fixe : sans objet

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 30 m3 | 1,052 € / m³ |
| 31 à 100 m3 | 0,309 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,575 € / m³ |
| >150 m3 | 1,085 € / m³ |
| Immeubles collectifs 0 à 30 m3 | 1,044 € / m³ |
| Immeubles collectifs >30 m3 | 0,301 € / m³ |
| Autres abonnés 0 à 30 m3 | 1,118 € / m³ |
| Autres abonnés >30 m3 | 0,375 € / m³ |

**Le Verger** (net de taxe)

Part fixe : 6,10 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,42 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,71 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,39 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,47 € / m³ |

**Mordelles** (hors taxe)

Part fixe : sans objet,

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0,00 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,57 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,81 € / m³ |
| >150 m3 | 1,33 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,50 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,59 € / m³ |

Part fixe annuelle industriel conventionné : 62 000 € HT (pas de part variable)

**Nouvoitou**

Collecte (net de taxe) :

Part fixe : 2,02 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,324 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,334 € / m³ |
| >150 m3 | 0,469 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,313 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,353 € / m³ |

Traitement (hors taxe) :

Part fixe : 1,22 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,196 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,203 € / m³ |
| >150 m3 | 0,284 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,190 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,214 € / m³ |

**Pacé** (net de taxe)

Part fixe : 3,00 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,52 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,79 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,49 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,56 € / m³ |

**Rennes** (net de taxe)

Part fixe : sans objet

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,45 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,75 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,42 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,50 € / m³ |

**Saint-Armel** (net de taxe)

Part fixe : 5,06 €

Part variable :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,56 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,82 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,52 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,58 € / m³ |

**Saint-Jacques-de-la-Lande** (net de taxe)

Part fixe : 1,40 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,45 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,75 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,45 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,51 € / m³ |

**Saint-Sulpice-la-Forêt** (net de taxe)

Part fixe : 10,40 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,46 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,73 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,43 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,50 € / m³ |

**Chartres-de-Bretagne, Noyal-Châtillon-sur-Seiche, Orgères, Pont-Péan, Saint-Erblon** (net de taxe)

Part fixe : sans objet

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,54 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,79 € / m³ |
| >150 m3 | 2,32 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,50 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,57 € / m³ |

**Thorigné-Fouillard**

Collecte (hors taxe) :

Part fixe : sans objet

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,42 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,65 € / m³ |
| >150 m3 | 1,18 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,39 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,46 € / m³ |

Traitement (net de taxe) :

Part fixe : 2,36 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 0,71 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 0,73 € / m³ |
| >150 m3 | 0,74 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 0,71 € / m³ |
| Autres abonnés | 0,71 € / m³ |

**Vern-sur-Seiche** (net de taxe)

Part fixe : 9,42 €

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,62 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,89 € / m³ |
| >150 m3 | 2,34 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,62 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,68 € / m³ |

**Vezin-le-Coquet** (net de taxe)

Part fixe : sans objet,

Parts variables :

|  |  |
| --- | --- |
| 0 à 10 m3 | 0 € / m³ |
| 11 à 100 m3 | 1,51 € / m³ |
| 101 à 150 m3 | 1,79 € / m³ |
| >150 m3 | 2,42 € / m³ |
| Immeubles collectifs | 1,47 € / m³ |
| Autres abonnés | 1,55 € / m³ |

D'autres redevances d'assainissement collectif s'appliquent sur le territoire sur lequel s'applique le règlement de service de Rennes Métropole. Elles sont indépendantes du volume d'eau facturé. Il s'agit des redevances suivantes :

* redevance destinée à couvrir les charges du contrôle de fonctionnement des installations privatives d'assainissement collectif à l’initiative de l’usager prévu à l'article 30-2 du règlement de service d'assainissement collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lors du contrôle au propriétaire de l'installation. Il est proposé de fixer son montant à 109,10 € ;
* redevance ponctuelle destinée à couvrir les charges de déplacement sans intervention, prévues aux articles 10, 29 et 30 du règlement de service d'assainissement collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lorsqu'un contrôle n'a pas pu être mené à bien du fait du propriétaire de l'installation. Il est proposé de fixer le montant de la redevance à 38,10 €.

1. En matière d'assainissement non collectif

À compter du 1er janvier 2021, les redevances relatives au service public de l'assainissement non collectif sont les suivantes et s'appliquent sur l'ensemble du territoire de Rennes Métropole (tarifs net de taxe) :

* redevance annuelle destinée au financement du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC). Elle inclut les frais d'accueil, d'assistance et de conseils techniques ainsi que le contrôle de bon fonctionnement prévu au chapitre 3 du règlement de service d'assainissement non collectif. Cette redevance est facturée annuellement sur la facture d'eau, ou sur titre par le Trésor Public, à l'occupant ou à la copropriété de l'immeuble raccordé à l'installation et titulaire de l'abonnement à l'eau. Il est proposé de fixer le montant de cette redevance à 22 €.
* redevance ponctuelle destinée à couvrir les charges du contrôle de vérification de la conception prévu au chapitre 1 du règlement de service d'assainissement non collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lors du contrôle au propriétaire de l'installation. Il est proposé de fixer le montant de cette redevance à 54,50 € ;
* redevance ponctuelle destinée à couvrir les charges du contrôle de vérification de l'exécution prévues au chapitre 2 du règlement de service d'assainissement non collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lors du contrôle au propriétaire de l'installation. Il est proposé de fixer le montant de cette redevance à 87,30 € ;
* redevance ponctuelle destinée à couvrir les charges du contrôle au moment d'une vente prévu au chapitre 4 du règlement de service d'assainissement non collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lors du contrôle au propriétaire vendeur de l'installation. Il est proposé de fixer le montant de cette redevance à 109,10 € ;
* redevance ponctuelle destinée à couvrir les charges au titre d'une contre-visite prévue aux chapitres 2 et 4 du règlement de service d'assainissement non collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lors du contrôle au propriétaire de l'installation. Il est proposé de fixer le montant de cette redevance à 49,00 € ;
* redevance ponctuelle destinée à couvrir les charges de déplacement sans intervention prévues aux articles 7 et 11 du règlement de service d'assainissement non collectif. Cette redevance est facturée spécifiquement lorsqu'un contrôle n'a pu être mené à bien du fait du propriétaire de l'installation. Il est proposé de fixer le montant de cette redevance à 38,10 €.

Le service public d'assainissement non collectif étant géré en régie sur le territoire de Rennes Métropole, et la régie n'étant pas assujettie à la TVA, les redevances sont nettes de taxe.

1. Enfin, les stations d'épuration de Beaurade à Rennes et de Cesson-Sévigné reçoivent des dépotages de matières de vidange et de résidus graisseux ainsi que des sables de curage des réseaux d'égouts. Ces tarifs sont fixés pour l'année 2020 de la manière suivante (nets de taxe) :

* 15,70 € / m3 pour les matières de vidange,
* 53,20 € / m3 pour les résidus graisseux,
* 72,40 € / tonne pour les sables.

Après avis favorable du Bureau du 2 décembre, le Conseil est invité à :

* approuver les tarifs 2022 de toutes les redevances d'assainissement collectif applicables sur le territoire de Rennes Métropole, telles que listées dans la délibération ;
* approuver les tarifs 2022 de toutes les redevances d'assainissement non collectif applicables sur le territoire de Rennes Métropole, telles que listées dans la délibération ;
* approuver les tarifs 2022 relatifs à la réception des dépotages de matières de vidange, des résidus graisseux et des sables tels que listés dans la délibération ;
* décider de l'application de ces tarifs à compter du 1er janvier 2022.

**o O o**

**Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité,**

* approuve les tarifs 2022 de toutes les redevances d'assainissement collectif applicables sur le territoire de Rennes Métropole, telles que listées dans la délibération ;
* approuve les tarifs 2022 de toutes les redevances d'assainissement non collectif applicables sur le territoire de Rennes Métropole, telles que listées dans la délibération ;
* approuve les tarifs 2022 relatifs à la réception des dépotages de matières de vidange, des résidus graisseux et des sables tels que listés dans la délibération ;
* décide de l'application de ces tarifs à compter du 1er janvier 2022.